

No. 36260

**France
and
Latvia**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Latvia on the readmission of persons without authorization (with annex). Riga, 5 December 1997

Entry into force: *provisionally on 4 January 1998 and definitively on 14 June 1998 by notification, in accordance with article 18*

Authentic texts: *French and Latvian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 23 November 1999*

**France
et
Lettonie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (avec annexe). Riga, 5 décembre 1997

Entrée en vigueur : *provisoirement le 4 janvier 1998 et définitivement le 14 juin 1998 par notification, conformément à l'article 18*

Textes authentiques : *français et letton*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 23 novembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE RELAT-
IF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IR-
RÉGULIÈRE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Lettonie

Appelés ci-dessous "les Parties Contractantes",

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes,

Dans le cadre des efforts internationaux pour prévenir la migration irrégulière,

Dans le respect des droits, des obligations et garanties prévus par les législations nationales et des traités et conventions internationales auxquels ils sont parties, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 1er

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions et sans formalités la personne éloignée de son territoire, conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante, si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3. Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa I doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la République de Lettonie pour la Partie contractante lettone, des Etats Parties aux Accords de Schengen pour la Partie contractante française. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie.

Article 2

1. La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement sur la base de l'article 1, alinéa 1, est considérée comme établie par des documents ci-après en cours de validité :

Certificat de nationalité,

Décret de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française,

Passeport en cours de validité,

Carte nationale d'identité en cours de validité.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants:

Document périmé mentionné à l'alinéa précédent,

Document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé (permis de conduire, papiers militaires, etc.),

Carte d'immatriculation consulaire ou document d'état civil,

Autorisation ou titre de séjour périmé,

Photocopie de l'un des documents précédemment énumérés,

Déclaration de l'intéressé recueillie par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante,

Dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal,

Langue parlée par l'intéressé.

Article 3

1. Lorsque la nationalité est présumée sur la base des éléments mentionnés à l'article 2, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise délivrent sur-le-champ, après réception de la demande de réadmission, un laissez-passer permettant la réadmission de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission à l'audition de l'intéressé.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée possède la nationalité de la Partie contractante requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

Article 4

1. La demande de réadmission doit comporter les éléments suivants :

Données relatives à l'identité de la personne à réadmettre ;

Les éléments mentionnés à l'article 2 permettant l'établissement ou la présomption de la nationalité de l'intéressé ;

Deux (2) photographies.

2. Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ETATS TIERS

Article 5

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité par le territoire de la Partie contractante requise.

2. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

Article 6

L'obligation de réadmission prévue à l'article 5 n'existe pas à l'égard :

a) Des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante ;

b) Des ressortissants des Etats tiers qui, après ou avant leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour ;

c) Des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante ;

d) Des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, soit le statut d'apatride par application de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides ;

e) Des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers.

Article 7

Pour l'application de l'article 5, les Parties contractantes s'efforceront en priorité de reconduire les personnes concernées vers leur pays d'origine.

Article 8

1. Pour l'application de l'article 5, alinéa 1, l'entrée ou le séjour des ressortissants des Etats tiers sur le territoire de la Partie contractante requise est établi par les documents de

voyage ou d'identité des personnes en question. Il peut également être présumé par tout autre moyen.

2. La demande de réadmission doit mentionner les renseignements suivants:

Les éléments établissant ou fondant la présomption de l'obligation de réadmission ;

Deux (2) photographies.

3. Sont à la charge de la Partie contractante requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

Article 9

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues à l'article 5 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

III. TRANSIT POUR ÉLOIGNEMENT

Article 10

I. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants d'États tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie requérante.

Le transit peut s'effectuer par voie terrestre ou par voie aérienne.

2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3. Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Si le transit sous escorte doit continuer par la voie terrestre sur le territoire de la Partie contractante requise, la fourniture de l'escorte est assurée par la Partie contractante requise, à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

4. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger, dont le transit est autorisé, est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination.

Article 11

La demande de transit pour l'éloignement est transmise directement entre les autorités concernées.

Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heures d'arrivée dans le pays de transit, aux pays et lieu de desti-

nation, aux documents de voyage, à la nature de la mesure d'éloignement ainsi que, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 12

Le transit pour l'éloignement peut être refusé :

Si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

Si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit ;

Si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de transit pour des faits antérieurs au transit à l'exception des infractions liées au passage clandestin de la frontière.

Article 13

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

IV. PROTECTION DES DONNÉES

Article 14

Les données personnelles nécessaires pour l'application du présent Accord doivent être traitées et protégées compte tenu des législations de protection de données en vigueur dans chaque Etat.

Dans ce cadre,

a) La Partie contractante requise n'utilise les données communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord,

b) Chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données communiquées,

c) Les données personnelles communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution de l'Accord. Les données ne peuvent être retransmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 15

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes coopèrent et se consultent en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

Article 16

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes désignent :

Les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers ;

Les autorités compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit.

Article 17

1. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au sujet des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

Article 18

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles ou légales requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent Accord est applicable provisoirement 30 jours après sa signature.

3. Chacune des Parties contractantes peut suspendre provisoirement l'application du présent Accord pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de santé publique. La suspension sera notifiée par la voie diplomatique et prendra effet à compter de la réception de la notification.

Les Parties contractantes se notifieront par la voie diplomatique la remise en application de l'Accord lorsque les raisons de la suspension auront disparu.

En foi de quoi les représentants des Parties contractantes, autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Riga, le 5 décembre 1997 dans les langues française et lettone, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

PIERRE MOSCOVICI

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie :

VALDIS BIRKAVS

ANNEXE A L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE
RELATIF A LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION
IRRÉGULIÈRE

1. La présente annexe forme partie intégrante de l'Accord sur la réadmission des personnes en situation irrégulière.

2. La République de Lettonie réadmet, sans formalités, les personnes dont le statut est régi par la Loi sur le statut des citoyens de l'ex-U.R.S.S. qui ne possèdent pas la citoyenneté lettone ou la citoyenneté d'un autre pays, ou pour lesquelles il est suffisamment fondé d'admettre qu'elles sont assujetties à cette loi. Cette disposition vaut également pour les personnes qui ont perdu le statut susmentionné après leur entrée sur le territoire de la République française et qui n'ont pas obtenu la citoyenneté d'un autre État.

3. Les personnes mentionnées au paragraphe 2 de la présente annexe utilisent comme documents légaux de voyage:

3.1. Les anciens passeports de l'U.R.S.S. enregistrés à nouveau selon les modalités établies au Ministère de l'Intérieur de la République de Lettonie et constituant une garantie de retour,

3.2. Les attestations personnelles de la République de Lettonie,

3.3. Les passeports des non-citoyens de la République de Lettonie,

3.4. Les attestations de retour de la République de Lettonie aux seules fins de retour en République de Lettonie.

4. Lorsque les personnes mentionnées au point 2 ne possèdent pas un des titres de voyage énumérés au point 3 et en cours de validité, les autorités consulaires lettones délivrent sur-le-champ, après réception de la demande de réadmission, un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

En cas de doute sur la nationalité de ces personnes, les autorités consulaires lettones procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission à l'audition de l'intéressé.

Lorsqu'à l'issue de cette audition il est établi que la personne concernée relève bien du point 2, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

[LATVIAN TEXT — TEXTE LETTON]

FRANČIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS

UN

LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS

LĪGUMS

PAR TĀDU PERSONU ATPAKAĻUZŅEMŠANU,

KURU IECEĻŠANA VAI UZTURĒŠANĀS IR NELĪKUMĪGA

FRANCIJAS REPUBLIKAS VALDĪBA

UN

LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBA,

turpmāk sauktas par Līgumslēdzējām Pusēm,

vēloties attīstīt sadarbību starp abām Līgumslēdzējām Pusēm,

ievērojot starptautiskos centienus novērst nelegālo migrāciju,

ievērojot tiesības, pienākumus un garantijas, kas paredzētas to nacionālajā likumdošanā un tām saistošajos starptautiskajos līgumos un konvencijās, pamatojoties uz abpusējības principu, ir vienojušās par sekojošo:

I. LĪGUMSLĒDZĒJU PUŠU VALSTU PILSOŅU ATPAKAĻUZŅEMŠANA

I. PANTS

1. Katra Līgumslēdzēja Puse pēc otras Līgumslēdzējas Puses pieprasījuma bez formalitātēm uzņem atpakaļ savas valsts teritorijā jebkuru personu, kas ir pārkāpusi vai pārkāpj ieceļošanas vai uzturēšanās noteikumus izraidošās Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijā, ja ir pierādīts vai ir pietiekams pamats uzskatīt, ka tai ir uzņemotās Līgumslēdzējas Puses valsts pilsonība.

2. Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi personas, kas izceļojusi no savas valsts teritorijas, atpakaļuzņemšanu saskaņā ar šī panta 1. punktu, pēc otras Līgumslēdzējas Puses pieprasījuma uz tādiem pašiem noteikumiem un bez formalitātēm uzņem to atpakaļ, ja vēlākas pārbaudes rezultātā tiek konstatēts, ka šai personai nav bijis otras Līgumslēdzējas Puses valsts pilsonības brīdī, kad tā atstāja pirmās Līgumslēdzējas Puses valsts teritoriju.

3. Saskaņā ar šo pantu personām, kas minētas tā 1. punktā, jāspēj jebkurā brīdī pierādīt, kad tās ieceļojušas Latvijas Republikas teritorijā – Latvijas Līgumslēdzējas Puses gadījumā – vai Šengenas līguma dalībvalstu teritorijā – Francijas Līgumslēdzējas Puses gadījumā. Pretējā gadījumā tiek uzskatīts, ka to uzturēšanās attiecīgās Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijā ir nelikumīga.

2. PANTS

1. Saskaņā ar šī Līguma 1. panta 1. punktu izraidāmās personas pilsonība tiek uzskatīta par pierādītu, pamatojoties uz šādiem derīgiem dokumentiem:

- pilsonības apliecība (izziņa par pilsonību),
- dekrēts par naturalizāciju vai reintegrāciju Francijas pilsonībā,
- derīga pase,
- derīga identitātes karte.

2. Pietiekamu pamatu uzskatīt, ka personai ir kādas Līgumslēdzējas Puses valsts pilsonība, dod kāds no šādiem dokumentiem:

- šī panta 1. punktā minētie dokumenti, kam notečējis derīguma termiņš,
- attiecīgās Līgumslēdzējas Puses kompetentas institūcijas izsniegts dokuments, pēc kura var noteikt personas identitāti (autovadītāja apliecība, karaklausības apliecība u. tml.),
- dokuments par stāšanos konsulārajā uzskaitē vai civilstāvokļa aktu reģistrācijas dokuments,
- uzturēšanās atļauja vai karte ar beigušos derīguma termiņu,
- kāda no iepriekš minētajiem dokumentiem fotokopija,
- personas paskaidrojumi Līgumslēdzējas Puses, kas pieprasa personas atpakaļuzņemšanu, administratīvām vai tiesu institūcijām,
- godīgu liecinieku galvojumi, kas noformēti akta veidā,
- valoda, kādā runā persona.

3. PANTS

1. Ja saskaņā ar šī Līguma 2. panta 2. punktu ir pietiekams pamats uzskatīt, ka personai ir attiecīgās Līgumslēdzējas Puses valsts pilsonība, tās konsulārā pārstāvniecība nekavējoties pēc atpakaļuzņemšanas pieprasījuma saņemšanas izsniedz atgriešanās apliecību, kas dod tiesības personu izraidīt.

2. Ja dokumenti, kas dod pietiekamu pamatu uzskatīt, ka personai ir attiecīgās Līgumslēdzējas Puses valsts pilsonība, izraisa šaubas vai ja šādu dokumentu nav, šīs Līgumslēdzējas Puses konsulārā pārstāvniecība trīs dienu laikā kopš atpakaļuzņemšanas pieprasījuma dienas veic minētās personas iztaujāšanu.

Ja šādas iztaujāšanas laikā tiek noskaidrots, ka personai ir attiecīgās Līgumslēdzējas Puses valsts pilsonība, konsulārā pārstāvniecība nekavējoši izsniedz atgriešanās apliecību.

4. PANTS

1. Atpakaļuzņemšanas pieprasījumā tiek ietvertas šādas ziņas:

- atpakaļuzņemamās personas dati;
- 2. pantā minētie dokumenti, pamatojoties uz kuriem, pierādīts vai ir pietiekams pamats uzskatīt, ka personai ir attiecīgās Līgumslēdzējas Puses pilsonība;
- divas (2) fotogrāfijas.

2. Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi personas atpakaļuzņemšanu, sedz visus transporta izdevumus, kas saistīti ar personas nogādāšanu līdz otras Līgumslēdzējas Puses valsts robežai.

II. ĀRVALSTNIEKU ATPAKAĻUZŅĒMŠANA

5. PANTS

1. Katra Līgumslēdzēja Puse pēc otras Līgumslēdzējas Puses pieprasījuma bez formalitātēm uzņem atpakaļ savas valsts teritorijā ārvalstniekus, kuri ir pārkāpuši vai pārkāpj ieeļošanas vai uzturēšanās noteikumus otras Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijā, ja ir pierādīts, ka viņi otras Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijā ir ieeļojuši pēc uzturēšanās vai tranzīta caur pirmās Līgumslēdzējas Puses valsts teritoriju.

2. Katra Līgumslēdzēja Puse pēc otras Līgumslēdzējas Puses pieprasījuma bez formalitātēm uzņem atpakaļ savas valsts teritorijā ārvalstniekus, kuri ir pārkāpuši vai pārkāpj ieeļošanas vai uzturēšanās noteikumus otras Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijā, ja viņiem ir jebkāda veida derīga vīza vai uzturēšanās atļauja, ko izdevusi pirmā Līgumslēdzēja Puse.

6. PANTS

Atpakaļuzņemšanas pienākums saskaņā ar šī Līguma 5. pantu neattiecas uz:

a) ārvalstniekiem, kuru pilsonības / pavalstniecības valstij ir kopēja robeža ar Līgumslēdzējas Puses, kas pieprasa personas atpakaļuzņemšanu, valsti;

b) ārvalstniekiem, kuriem pirms vai pēc viņu izbraukšanas no pirmās Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijas vai pēc viņu ieeļošanas Līgumslēdzējas Puses, kas pieprasa personas atpakaļuzņemšanu, valsts teritorijā, ir tikusi izsniegta pēdējās Līgumslēdzējas Puses vīza vai uzturēšanās atļauja;

c) ārvalstniekiem, kuri Līgumslēdzējas Puses, kas pieprasa personu atpakaļuzņemšanu, valsts teritorijā uzturējušies vairāk nekā sešus mēnešus;

d) ārvalstniekiem, kurus Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasa personu atpakaļuzņemšanu, atzinusi par bēgļiem saskaņā ar 1951. gada 28. jūlija Ženēvas Konvenciju par bēgļu statusu 1967. gada 31. janvāra Ņujorkas Protokola redakcijā vai par bezvalstniekiem (apatrīdiem) saskaņā ar 1954. gada 28. septembra Ņujorkas Konvenciju par bezvalstnieku (apatrīdu) statusu;

e) ārvalstniekiem, kuri izraidīti no attiecīgās Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijas uz izcelsmes valsti vai trešo valsti.

7. PANTS

Piemērojot šī Līguma 5. pantu, Līgumslēdzējas Puses cenšas personas pirmām kārtām izraidīt uz viņu izcelsmes valsti.

8. PANTS

1. Piemērojot šī Līguma 5. panta 1. punktu, ārvalstnieku ieceļošana vai uzturēšanās uzņemotās Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijā tiek pierādīta ar personas ceļošanas vai personu apliecinošu dokumentu. Šo faktu var uzskatīt par pierādītu arī ar jebkuriem citiem līdzekļiem.

2. Atpakaļuzņemšanas pieprasījumā jāietver šādas ziņas:

- dokumenti, pamatojoties uz kuriem, pierādīts vai ir pietiekams pamats uzskatīt, ka pastāv atpakaļuzņemšanas pienākums.

- divas (2) fotogrāfijas;

3. Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi personas atpakaļuzņemšanu, sedz visus transporta izdevumus, kas saistīti ar personas nogādāšanu līdz otras Līgumslēdzējas Puses valsts robežai.

9. PANTS

Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi personas atpakaļuzņemšanu, pēc otras Līgumslēdzējas Puses pieprasījuma uzņem to atpakaļ, ja vēlākas pārbaudes rezultātā tiek konstatēts, ka brīdī, kad tā atstāja pirmās Līgumslēdzējas Puses valsts teritoriju, otrai Līgumslēdzējai Pusei nepastāvēja atpakaļuzņemšanas pienākums saskaņā ar šī Līguma 5. pantu.

III. TRANZĪTS IZRAIDĪŠANAS GADĪJUMĀ

10. PANTS

1. Katra Līgumslēdzēja Puse pēc otras Līgumslēdzējas Puses pieprasījuma atļauj ārvalstnieku tranzītu, kuri tiek izraidīti saskaņā ar attiecīgu otras Līgumslēdzējas Puses lēmumu.

Tranzīts var tikt veikts pa sauszemi vai gaisa ceļu.

2. Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi tranzītu, uzņemas pilnu atbildību par ārvalstnieku ceļojuma turpināšanu līdz mērķa valstij un uzņem atpakaļ šos ārvalstniekus gadījumā, ja jebkādu iemeslu dēļ nav iespējams pabeigt viņu izraidīšanu.

3. Gadījumā, ja tranzīts tiek veikts ar policijas eskortu, to pa gaisa ceļu līdz otras Līgumslēdzējas Puses valsts lidostai nodrošina Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi tranzītu, ar noteikumu, ka netiek atstāta lidostas tranzīta zona. Ja tranzīts eskorta pavadībā turpinās pa sauszemi otras Līgumslēdzējas Puses valsts teritorijā, tālāko eskortu nodrošina šī Līgumslēdzēja Puse, bet attiecīgos izdevumus atmaksā Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi tranzītu.

4. Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasa tranzītu, garantē otrai Līgumslēdzējai Pusei, ka ārvalstnieks, kura tranzīts ir atļauts, ir nodrošināts ar transportu un ceļošanas dokumentu, kas dod tiesības ieceļot mērķa valstī.

11. PANTS

Pieprasījums par tranzītu izraidīšanas gadījumā tiek iesniegts tieši otras Līgumslēdzējas Puses kompetentajām institūcijām.

Šādā pieprasījumā iekļaujami ārvalstnieka personas dati, ziņas par viņa pilsonību, ierašanās laiku valstī, kas tiek šķērsotas tranzītā, mērķa valsti un ierašanās vietu, ceļošanas dokumentiem, izraidīšanas iemeslu, kā arī nepieciešamības gadījumā par amatpersonām, kas veic eskortēšanu.

12. PANTS

Tranzīts pārvietošanas gadījumā var netikt atļauts:

- ja mērķa valstī ārvalstnieks var tikt pakļauts vajāšanām viņa rases, reliģiskās pārliecības, tautības, piederības noteiktai sociālai grupai vai politiskās pārliecības dēļ;

- ja mērķa valstī ārvalstnieks var tikt apsūdzēts vai tiesāts tiesu instancēs par noziegumiem, kas izdarīti pirms tranzīta;

- ja tranzīta valstī ārvalstnieks var tikt apsūdzēts vai tiesāts tiesu instancēs par noziegumiem, kas izdarīti pirms tranzīta, izņemot noziegumus, kas saistīti ar nelikumīgu robežas šķērsošanu.

13. PANTS

Transporta izdevumus līdz mērķa valsts robežai, kā arī izdevumus, kas saistīti ar iespējamo ārvalstnieka atpakaļnosūtīšanu, sedz Līgumslēdzēja Puse, kas pieprasījusi tranzītu.

IV. PERSONAS DATU AIZSARDZĪBA

14. PANTS

Personas dati, kas nepieciešami šī Līguma īstenošanai, tiek iesniegti un aizsargāti saskaņā ar katras valsts likumdošanu par personas datu aizsardzību.

Šādā nolūkā:

a) uzņemošā Līgumslēdzēja Puse izmanto iesniegtos personas datus vienīgi šī Līguma īstenošanai.

b) katra Līgumslēdzēja Puse pēc otras Līgumslēdzējas Puses pieprasījuma informē par iesniegto personas datu izmantošanu.

c) personas dati tiek iesniegti vienīgi par šī Līguma īstenošanu atbildīgajām kompetentajām institūcijām. Personas datus var nodot citām personām vienīgi ar Līgumslēdzējas Puses, kas tos iesniegusi, iepriekšēju rakstisku piekrišanu.

V. VISPĀRĪGIE UN NOSLĒGUMA NOTEIKUMI

15. PANTS

Abu Līgumslēdzēju Pušu kompetentās institūcijas sadarbojas un nepieciešamības gadījumā sarīko konsultācijas par šī Līguma īstenošanas gaitu.

Pieprasījums par nepieciešamību sarīkot konsultācijas tiek nosūtīts pa diplomātiskajiem kanāliem.

16. PANTS

Abu Līgumslēdzēju Pušu kompetentās iestādes nosaka:

- lidostas, kas tiek izmantotas ārvalstnieku atpakaļuzņemšanai un tranzīta īstenošanai;
- kompetentās institūcijas, kas izskata tranzīta un atpakaļuzņemšanas pieprasījumus.

17. PANTS

1. Šī Līguma noteikumi neietekmē ārvalstnieku uzņemšanas vai atpakaļuzņemšanas pienākumu, kas izriet no citiem Līgumslēdzējām Pusēm saistošiem starptautiskajiem līgumiem.

2. Šī Līguma noteikumi neietekmē 1951. gada 28. jūlija Ženēvas Konvencijas par bēgļu statusu 1967. gada 31. janvāra Ņujorkas Protokola redakcijā piemērošanu.

3. Šī Līguma noteikumi neietekmē Līgumslēdzējām Pusēm saistošu starptautisko līgumu cilvēktiesību aizsardzības jomā piemērošanu.

18. PANTS

1. Katra Līgumslēdzēja Puse paziņo otrai Līgumslēdzējai Pusei par konstitucionālo un tiesisko procedūru veikšanu, kas nepieciešamas, lai šis Līgums stātos spēkā, pie kam tas stājas spēkā trīsdesmit dienas pēc pēdējā šāda paziņojuma saņemšanas.

2. Šis Līgums provizoriski tiek piemērots, sākot ar trīsdesmito dienu pēc tā parakstīšanas.

3. Katra Līgumslēdzēja Puse uz laiku var apturēt šī Līguma piemērošanu sabiedriskās kārtības, drošības vai sabiedrības veselības aizsardzības nolūkā. Par šādu Līguma piemērošanas apturēšanu tiek paziņots pa diplomātiskajiem kanāliem, un tā stājas spēkā ar paziņojuma saņemšanas brīdi.

Līgumslēdzējas Puses pa diplomātiskajiem kanāliem paziņo par līguma piemērošanas atsākšanu, tiklīdz izbeidzas iemesli, kuru dēļ tikusi apturēta Līguma piemērošana.

Apliccinot augstāk minēto, Līgumslēdzēju Pušu pilnvarotie pārstāvji ir parakstījuši šo Līgumu.

Parakstīts Parīzē, 1997. gada 5. decembrī franču un latviešu valodā
pie kam abi teksti ir vienlīdz autentiski.

FRANCUAS REPUBLIKAS
VALDĪBAS VĀRDĀ

Pierre Marcevic

LATVIJAS REPUBLIKAS
VALDĪBAS VĀRDĀ

Valdis Brauns

PIELIKUMS
PĒI FRANCIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS
UN LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS
LĪGUMA PAR TĀDU PERSONU ATPAKAĻUZŅEMŠANU,
KURAS IECEĻO UN UZTURAS NEĻIKUMĪGI

1. Šis Pielikums ir Līguma par tādu personu atpakaļuzņemšanu, kuras ieceļo un uzturas nelikumīgi, neatņemama sastāvdaļa.

2. Latvijas Republika bez formalitātēm uzņem atpakaļ personas, kuru statusu nosaka Latvijas Republikas likums "Par to bijušās PSRS pilsoņu statusu, kuriem nav Latvijas vai citas valsts pilsonības", vai par kurām ir pietiekams pamats uzskatīt, ka viņas ir šī likuma subjekti. Šis noteikums attiecas arī uz personām, kuras zaudējušas minēto statusu pēc ieceļošanas Francijas Republikas teritorijā, neiegūstot citas valsts pilsonību.

3. Šī Pielikuma 2. punktā minētās personas kā legālus ceļošanas dokumentus izmanto:

3.1. bijušās PSRS ārzemju pases, kuras noteiktā kārtībā pārreģistrētas Latvijas Republikas Iekšlietu ministrijā un kurās ir atgriešanās garantija,

3.2. Latvijas Republikas personas apliecības,

3.3. Latvijas Republikas nepilsoņu pasēs,

3.4. Latvijas Republikas atgriešanās apliecības – tikai lai atgrieztos Latvijas Republikā.

4. Gadījumā, ja šī Pielikuma 2. punktā minētajām personām nav derīgu šī Pielikuma 3. punktā minēto dokumentu, Latvijas Republikas konsulārā pārstāvniecība nekavējoties pēc atpakaļuzņemšanas pieprasījuma saņemšanas izsniedz atgriešanās apliecību, kas personai dod tiesības izceļot.

Gadījumā, ja pastāv šaubas par šo personu pilsonību, Latvijas Republikas konsulārā pārstāvniecība bez kavēšanās trīs dienu laikā pēc atpakaļuzņemšanas pieprasījuma saņemšanas izskata to, veicot attiecīgās personas pārbaudi.

Ja šādas pārbaudes laikā tiek noskaidrots, ka uz personu attiecas šī Pielikuma 2. punkta noteikumi, konsulārā pārstāvniecība izsniedz atgriešanās apliecību.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA ON THE READMISSION OF PERSONS WITHOUT AUTHORIZATION

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Latvia, Hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desirous of developing cooperation between the two Contracting Parties,

In the context of international efforts to prevent illegal immigration,

In observance of the rights, obligations and guarantees provided for in national legislation and the international treaties and conventions to which they are parties, on the basis of reciprocity, have agreed as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formality persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is proved or presumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, under the same conditions and without any formality, readmit persons expelled from its territory in accordance with paragraph 1 if checks reveal that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons referred to in paragraph 1 must at all times be able to prove, in the case of the Latvian Contracting Party, the date on which they entered the territory of the Republic of Latvia and, in the case of the French Contracting Party, the date on which they entered the territory of the States Parties to the Schengen Agreements. Failure to do so shall place them in an irregular situation under the legislation of the Party concerned.

Article 2

1. The nationality of a person subject to an expulsion order in accordance with article 1, paragraph 1, shall be deemed to be proved by means of any of the following valid documents:

A certificate of nationality;

A naturalization decree or a decree reinstating French nationality;

A valid passport;

A valid national identity card.

2. A presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:

Any document referred to in the preceding paragraph which has expired;

A document issued by the official authorities of the requested Contracting Party attesting to the identity of the person concerned (driving licence, military papers and the like);

A consular registration card or a document from register office records;

An expired residence permit or authorization;

Photocopies of any of the above documents;

Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party;

Officially recorded depositions of good-faith witnesses;

The language spoken by the person concerned.

Article 3

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall, after receiving the readmission request, immediately issue a *laissez-passer* for the readmission of the person concerned.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the readmission request, be heard by the consular authorities of the requested Contracting Party.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the consular authority shall immediately issue the *laissez-passer*.

Article 4

1. The readmission request shall contain the following information:

Details regarding the identity of the person to be readmitted;

The documents or supporting evidence referred to in article 2 allowing the nationality of the person concerned to be proved or presumed;

Two photographs.

2. The costs of transporting persons whose readmission is sought shall be borne by the requesting Contracting Party as far as the border of the requested Contracting Party.

II. READMISSION OF THIRD-COUNTRY NATIONALS

Article 5

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formality third-country nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is proved that they entered the territory of that Party after having transited or stayed in the territory of the requested Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formality third-country nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, if they are in possession of a valid visa or a valid residence permit of any type issued by the requested Contracting Party.

Article 6

The readmission obligation pursuant to article 5 shall not apply in respect of:

(a) Nationals of a third country which has a common frontier with the requesting Contracting Party;

(b) Third-country nationals who, before or after their departure from the territory of the requested Contracting Party or after their entry into the territory of the requesting Contracting Party, were issued a visa or residence permit by the requesting Party;

(c) Third-country nationals who have been residing for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party;

(d) Third-country nationals whom the requesting Contracting Party has recognized as having either refugee status under the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, or stateless-person status under the New York Convention relating to the Status of Stateless Persons of 24 September 1954;

(e) Third-country nationals who have effectively been expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State.

Article 7

For the application of article 5, the Contracting Parties shall make every effort to give priority to deporting the persons in question to their country of origin.

Article 8

1. For the application of article 5, paragraph 1, the entry or stay of third-country nationals in the territory of the requested Contracting Party shall be proved by the travel or identity documents of the persons in question. It may also be presumed by any other means.

2. The readmission request shall include the following information:

The evidence providing proof of the readmission obligation or grounds for the presumption of the obligation;

Two photographs.

3. The costs of transporting persons whose readmission is sought shall be borne by the requesting Contracting Party as far as the border of the requested Contracting Party.

Article 9

The requesting Contracting Party shall readmit into its territory persons who, after checks subsequent to their readmission by the requested Contracting Party, are revealed not to have fulfilled the conditions stipulated in article 5 when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 10

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order by the requesting Contracting Party to transit through its territory.

Transit may be by land or by air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his State of destination and shall take the person in charge again if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. Where the person in transit is travelling under police escort, such escort shall be provided by the requesting Contracting Party by air as far as the airports of the requested Party, on condition that it does not leave the international area of the airports. If transit under escort is to continue by land in the territory of the requested Contracting Party, that Contracting Party shall provide the police escort and the requesting Contracting Party shall reimburse it for the costs involved.

4. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket and a travel document for the State of destination.

Article 11

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be transmitted directly between the authorities concerned.

Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the times of arrival in the country of transit, the country and place of destination, the travel documents, the type of expulsion order and, where appropriate, information on the officials escorting the alien.

Article 12

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

If the alien runs the risk of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinions;

If the alien runs the risk of being accused or convicted in criminal court in the State of destination for acts committed prior to the transit;

If the alien runs the risk of being accused or convicted in criminal court in the transit State for acts committed prior to the transit, except for offences relating to clandestine crossing of the border.

Article 13

Transport costs as far as the border of the State of destination and any costs arising from return transport shall be borne by the requesting Contracting Party.

IV. DATA PROTECTION

Article 14

The personal data required in order to implement this Agreement shall be handled and protected in accordance with the data protection laws in force in each State.

Accordingly,

(a) The requested Contracting Party may use the information supplied only for the purposes for which the Agreement has been concluded;

(b) Each Contracting Party shall inform the other, upon request, about its use of the information supplied;

(c) The personal data supplied may be handled only by the authorities designated to implement the Agreement. Such data may be sent on to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them.

V. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 15

The competent authorities of the two Contracting Parties shall cooperate and consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be presented through the diplomatic channel.

Article 16

The competent authorities of the two Contracting Parties shall designate:

The airports which may be used for the readmission or entry in transit of aliens;

The authorities competent to handle readmission and transit requests.

Article 17

1. The provisions of this Agreement shall not affect the obligations of the Contracting Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals arising from other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of agreements on the protection of human rights concluded by the Contracting Parties.

Article 18

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional or legal procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force 30 days after the receipt of the last such notice.

2. This Agreement shall be provisionally applicable 30 days after its signature.

3. Each Contracting Party may temporarily suspend the application of this Agreement for reasons of public policy, security or public health. The suspension shall be notified through the diplomatic channel and shall take effect upon receipt of the notification.

The Contracting Parties shall notify each other through the diplomatic channel that the Agreement has been reinstated, once the reasons for the suspension no longer exist.

In witness whereof the representatives of the Contracting Parties, being authorized for this purpose, have affixed below their signatures to this Agreement.

Done at Riga on 5 December 1997 in the French and Latvian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

PIERRE MOSCOVICI

For the Government of the Republic of Latvia:

VALDIS BIRKAVS

ANNEX TO THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA ON
THE READMISSION OF PERSONS WITHOUT AUTHORIZATION

1. This annex forms an integral part of the Agreement on the Readmission of Persons without Authorization.

2. The Republic of Latvia shall readmit, without formality, persons whose status is governed by the Law on the Status of Citizens of the former USSR, who do not have Latvian citizenship or the citizenship of another country, or for whom there are sufficient grounds to admit them under this law. This provision shall apply equally to persons who have lost the above-mentioned status after entering the territory of the French Republic and who have not obtained citizenship from another State.

3. The persons mentioned in paragraph 2 of this annex shall use the following legal travel documents:

3.1. Former passports of the USSR registered under the terms established by the Ministry of the Interior of the Republic of Latvia and constituting a guarantee of return.

3.2. Personal documents from the Republic of Latvia.

3.3. Passports of non-citizens of the Republic of Latvia.

3.4. Residence documents of the Republic of Latvia for the sole purpose of return to the Republic of Latvia.

4. Where the persons listed in paragraph 2 do not hold valid travel documents as listed in paragraph 3, the Latvian consular authorities shall, after receiving a request for readmission, immediately deliver a *laisser-passer* for the expulsion of the person concerned.

Where nationality is in question, the persons concerned shall, within three days of the readmission request, be heard by the Latvian consular authorities.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned falls under paragraph 2, the consular authority shall immediately issue the *laisser-passer*.

